

Pour sortir de l'impasse économique

Le Monde, 10 février 2016

Il est possible de réenchanter l'avenir y compris en matière économique. Tel est le sens de cet appel. La gravité de la situation l'exige : nous tenons aujourd'hui à souligner ensemble en tant qu'économistes – par-delà nos sensibilités très diverses – que des alternatives crédibles existent pour sortir de l'impasse.

Le chômage, la précarité, la difficulté à boucler ses fins de mois, marquent la vie de millions de nos concitoyens. Aux souffrances de la vie matérielle s'ajoutent la perte d'espérance, le sentiment que l'avenir est bouché pour notre pays et nos enfants. Les élections régionales ont, après bien d'autres, sonné l'alarme. Les causes de la désespérance sociale ne sont pas qu'économiques, mais nul espoir ne renaîtra si la donne ne change pas en la matière.

Que faire ? Les partisans du libéralisme économique plaident pour réduire plus drastiquement encore la dépense publique, démanteler le droit du travail, remettre en cause la pourtant si indispensable réduction du temps de travail et diminuer le coût du travail par la compression des salaires et des prestations sociales. Cette thérapie de choc a été appliquée en Europe du Sud (Grèce, Portugal, Espagne...). Elle y a entraîné un effondrement de l'activité, une explosion du chômage et de la pauvreté. La dette publique elle-même s'est fortement accrue, la réduction du PIB entraînant spontanément une contraction des recettes et une hausse du rapport dette sur PIB. Les pays européens sont ainsi engagés dans une course mortifère à la compétitivité par l'austérité dont l'objectif se résume à prendre des parts de marché et des emplois aux pays voisins.

Il est temps d'abandonner cette politique qui conduit à l'enlisement sans fin dans la crise. Pour répondre à l'urgence économique et sociale, redonner espoir aux classes populaires, nous proposons à nos concitoyens, aux mouvements associatifs, syndicaux et politiques, d'ouvrir un débat sur la mise en œuvre d'un plan de sortie de crise autour de trois volets.

Un nouveau pacte productif à la fois écologique et social. Les besoins ne manquent pas : investissements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (rénovation thermique des bâtiments, transports collectifs, énergies renouvelables...) ; construction de logements ; programmes urbains afin de mettre fin aux ghettos, de refaire mixité et égalité ; nouveau pacte social en faveur de l'éducation, de l'hôpital, de la culture, de la sécurité et de la justice ; aide aux personnes en perte d'autonomie et accueil de la petite enfance. Non délocalisables, ces activités permettraient de créer des centaines de milliers d'emplois. Autour d'elles, il est possible de retrouver le chemin d'un nouveau type de plein emploi avec des emplois de qualité, sans discrimination selon le sexe ou l'origine.

La reconstruction sur de nouvelles bases de notre économie suppose de sortir de la logique du mépris généralisé. Des chômeurs soupçonnés d'être responsables de leur situation, alors que c'est l'organisation défailante de l'économie qui est fautive. Des pauvres suspectés d'être un fardeau social, alors que la société ne leur alloue que de faibles ressources. Des fonctionnaires accusés de n'être pas productifs, alors qu'ils contribuent au PIB et que leur production, les services publics, permet de réduire massivement les inégalités. Des travailleurs du privé accusés d'être des nantis indûment protégés par le droit du travail, alors que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles.

Cette reconstruction exige la mobilisation de l'ensemble de la société. Les services publics qui demandent à être pleinement réhabilités afin que les fonctionnaires assument mieux leurs missions d'intérêt général, de façon moins bureaucratique, en associant les usagers. L'économie sociale et solidaire, indispensable pour le développement de biens communs, pour que l'économie collaborative et du partage qui se développe ne soit pas synonyme d'uberisation, de précarité aggravée. Les entreprises elles-mêmes où les collectifs de travail, avec des salariés d'autant plus impliqués qu'ils sont respectés et reconnus, doivent être reconstruits contre les logiques financières et spéculatives qui dominent aujourd'hui la plupart des grands groupes et écrasent les sous-traitants. Les cadres dirigeants, les chefs d'entreprises eux-mêmes, souvent étranglés par les exigences des banques et des actionnaires, doivent se dissocier de la stratégie agressive du Medef pour s'inscrire pleinement dans la transition écologique et sociale.

Un programme de soutien à l'activité et à l'emploi. Les enquêtes auprès des entreprises le montrent, ce sont avant tout les carnets de commandes dégarnis qui bloquent l'activité, l'emploi et l'investissement. Les besoins ne manquent pourtant pas, nous venons de le voir. Afin de les satisfaire nous proposons un programme de soutien de 40 milliards par an, financé pour une part par le redéploiement de sommes consacrées au Pacte de responsabilité, dont l'échec en matière d'emploi et d'investissement est patent, pour une autre part par un recours à l'endettement, à l'instar de ce que n'ont pas hésité à faire les États-Unis.

Les règles européennes ne permettent pas ces politiques de relance ? C'est le dernier volet : il est temps de remettre en cause ces règles néolibérales qui font que l'Union européenne est devenue le grand malade de l'économie mondiale. L'excédent commercial de la zone euro s'élève à 3 % de son PIB, ce qui témoigne d'une demande interne clairement insuffisante. Cela justifie une hausse des salaires et des prestations sociales, en particulier de l'ordre de 10 % pour les bas revenus. Cette hausse devrait être plus importante dans les pays qui accumulent des excédents commerciaux excessifs (8 % du PIB en Allemagne, deux fois plus qu'en Chine). L'introduction de l'euro, dans des économies hétérogènes et sans mécanismes correcteurs, a conduit à des déséquilibres majeurs. L'euro est de facto sous-évalué pour l'Allemagne, surévalué pour les pays d'Europe du Sud dont la France. Les règles néolibérales actuelles demandent à ces derniers de regagner en compétitivité par la déflation interne (baisse des salaires et des dépenses publiques), ce qui alimente leur

récession, et partant limite leurs investissements et donc leurs possibilités de redressement. C'est l'inverse qu'il convient à présent de promouvoir : la hausse des dépenses dans les pays excédentaires permettrait de réduire par le haut les déséquilibres commerciaux et de juguler les pressions déflationnistes que la BCE ne peut contrecarrer seule. Au-delà du plan Juncker, qui n'est quasiment pas financé, un véritable plan d'investissement européen, centré sur la transition écologique et déployé de façon plus ample dans les pays en difficulté, doit enfin voir le jour.

La France doit proposer cette réorientation à ses partenaires européens et notamment à l'Allemagne (laquelle vient déjà d'engager plus de 10 milliards afin d'accueillir les réfugiés). En cas de blocage, elle devra proposer aux pays qui le souhaitent (le Portugal, la Grèce mais aussi d'autres, dont l'Italie et l'Espagne, ces quatre pays représentant avec la France plus de 50 % du PIB de la zone euro) de s'inscrire dans un pacte de reconstruction faisant primer l'urgence économique et sociale sur les règles néolibérales.

Accompagnée de mesures visant à réorganiser drastiquement les banques, à rompre avec la finance libéralisée et le dumping fiscal et social, y compris au sein même de l'Union, cette stratégie est la seule à même de refaire l'Europe.

La France meurtrie a besoin d'un nouvel horizon. La sortie du sombre tunnel politique dans lequel elle est engagée ne passe pas uniquement par l'économie. Mais elle restera hors de portée si l'on s'acharne à poursuivre des politiques néolibérales qui creusent les inégalités, alimentent le désastre social. Il est temps de mettre en œuvre une politique économique alternative.

80 signataires

Michel Aglietta, Bruno Amable, Philippe Askenazy, Michael Assous, Philippe Batifoulier, Mathieu Béraud, Eric Berr, Frédéric Boccard, Mireille Bruyère, Gunther Capelle-Blancard, David Cayla, Virgile Chassagnon, Gabriel Colletis, Laurent Cordonnier, Benjamin Coriat, Jézabel Couppey-Soubeyran, Nathalie Coutinet, Thomas Dallery, Hervé Defalvard, Jean-Paul Domin, Ali Douai, Gérard Duménil, Cédric Durand, Anne Eydoux, Olivier Favereau, David Flacher, Anne Fretel, Jean Gadrey, Jérôme Gautié, Jérôme Gleizes, Mathilde Guergoat-Larivière, Jean-Marie Harribey, Eric Heyer, Liem Hoang-Ngoc, Michel Husson, Sophie Jallais, Florence Jany-Catrice, Esther Jeffers, Thierry Kirat, Agnès Labrousse, Thomas Lamarche, Dany Lang, Edwin Le Héron, Philippe Légé, Jonathan Marie, Catherine Mathieu, Montalban Matthieu, Jérôme Maucourant, François Morin, Léonard Moulin, Stefano Palombarini, Corinne Perraudin, Héloïse Petit, Mathieu Plane, Dominique Plihon, Jean-François Ponsot, Thomas Porcher, Nicolas Postel, Muriel Pucci, Philippe Quirion, Christophe Ramaux, Gilles Raveaud, Antoine Reberieux, Sandra Rigot, Sandrine Rousseau, Laurence Scialom, Francisco Serranito, Richard Sobel, Henri Sterdyniak, Yamina Tadjeddine, Nadine Thevenot, Xavier Timbeau, Bruno Tinel, Hélène Tordjman, Aurélie Trouvé, Julie Valentin, Daniel Vasseur, Sébastien Villemot, Olivier Weinstein, Michaël Zemmour.